

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 010771 – AMR 23/120/01AU 307/01

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

COLOMBIE **Ana Rubiela Cárdenas de Díaz et ses proches** Personne tuée : **Leonardo Díaz Becerra**

Londres, le 30 novembre 2001

Des paramilitaires armés ont attaqué Ana Rubiela Cárdenas de Díaz et sa famille dans le département de Caldas, menaçant de mort cette femme et ses enfants et tuant son époux. La sœur d'Ana milite en faveur des droits humains, et cette agression pourrait être liée aux activités qu'elle mène afin que justice soit rendue à des membres de sa famille qui ont été victimes d'atteintes à leurs droits fondamentaux.

Le 24 novembre, à 4 heures du matin, des hommes vêtus d'uniformes militaires et munis de fusils d'assaut seraient entrés de force dans le domicile de la famille d'Ana Rubiela Cárdenas de Díaz. Ils arboraient des brassards aux initiales des *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie).

Selon les informations recueillies, les paramilitaires ont traîné Ana et ses quatre jeunes enfants sur un terrain en hauteur situé derrière leur maison, qui fait partie de la Colombianita Farm, à Bonafort, une zone rurale de la municipalité de Ríosucio, dans le département de Caldas. Exigeant de savoir « où étaient cachées les armes et où se trouvaient ces salopards de guerrilleros », les hommes en armes auraient demandé menacé de les tuer s'ils tardaient à répondre. Ana a entendu son époux, Leonardo, crier dans la maison. Lorsque les agresseurs sont finalement partis, Ana a retrouvé le corps sans vie de son mari : il avait les mains attachées derrière le dos et avait été blessé à la poitrine.

Cette attaque et ces menaces de mort pourraient être liées aux activités de la sœur d'Ana, María Eugenia Cárdenas, membre de la section de Ríosucio-Caldas de l'*Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos* (ASFADDES, Association de parents de prisonniers « disparus »), une organisation non gouvernementale colombienne de défense des droits humains. Par l'intermédiaire de cette association, María cherche à obtenir la traduction en justice des responsables présumés de la « disparition » de plusieurs de ses proches. À la suite de ce nouvel homicide frappant un membre de la famille Cárdenas, l'ASFADDES a fermé ses locaux de Ríosucio. Cette dernière attaque laisse à craindre que les membres de cette association ne soient en grand danger et qu'il ne leur soit difficile de poursuivre leurs activités.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon les informations recueillies par Amnesty International, María Eugenia Cárdenas est elle-même menacée et harcelée par des membres de groupes paramilitaires opérant avec le soutien de l'armée. Un de ses beaux-frères avait été enlevé et tué en avril 2000, par des paramilitaires, semble-t-il.

L'ASFADDES est une organisation non gouvernementale qui regroupe des proches de personnes ayant « disparu » au cours du conflit colombien, qui oppose d'une part l'armée régulière et ses alliés paramilitaires et d'autre part les groupes armés d'opposition, qui contrôlent une grande partie du pays. Les membres de cette association tentent de découvrir ce que sont devenus ceux qui leur étaient chers, et d'obtenir la traduction en justice des responsables présumés de leur « disparition ». Par le passé, nombre de membres de l'ASFADDES, d'autres défenseurs des droits humains et de témoins d'atteintes aux droits fondamentaux ont été la cible de menaces de mort, d'homicides et de « disparitions » visant à permettre aux forces de sécurité et à leurs alliés paramilitaires de poursuivre leurs agissements en toute impunité (voir l'AU 140/01, AMR 23/059/01 du 5 juin 2001). Ainsi, deux membres de la section de Medellín de l'ASFADDES, Angel Quintero et Claudia Monsalve, ont « disparu » en octobre 2000 (voir l'AU 259/00, AMR 23/064/00 du 30 août 2000 et ses mises à jour, AMR 23/081/00 du 9 octobre 2000 et AMR 23/097/00 du 27 novembre 2000). On est toujours sans nouvelles de ces deux militants.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue) :

– faites part de la préoccupation que vous inspirent les informations selon lesquelles Ana Rubiela Cárdenas de Díaz et sa famille ont été attaqués par des paramilitaires armés, qui ont menacé de mort cette femme et ses enfants et ont tué son époux, Leonardo Díaz Becerra ;

- demandez instamment que soit menée une enquête exhaustive et impartiale sur cette attaque, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- exhortez les autorités à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour garantir la sécurité d'Ana Rubiela Cárdenas de Díaz, de ses proches et des membres de l'*Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos* (ASFADDES, Association de parents de prisonniers « disparus ») de la municipalité de Ríosucio, de façon à ce que ces personnes puissent poursuivre leurs activités de promotion et de protection des droits humains, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains ;
- appelez le gouvernement colombien à s'acquitter des obligations qui lui incombent envers les défenseurs des droits humains aux termes de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, adoptée par les Nations unies en décembre 1998, ainsi qu'en vertu de la résolution sur les « *défenseurs des droits de la personne dans les Amériques* » adoptée par l'Organisation des États américains (OEA) en juin 1999 [AG/RES. 1671 (XXIX-O/99)] ;
- demandez instamment au gouvernement d'appliquer les recommandations répétées des Nations unies appelant les autorités colombiennes à prendre des mesures pour garantir la sécurité des défenseurs des droits humains
- engagez vivement les autorités à ouvrir une enquête approfondie et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département de Caldas, à rendre publiques les conclusions de ces investigations et à déférer à la justice les personnes soupçonnées d'appartenir à ces groupes ou de les soutenir.

APPELS À :

Président de la République :
Sr. Presidente Andrés Pastrana
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26

Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Presidente Pastrana, Bogotá, Colombie

Télex : 44281 PALP CO

Fax : + 57 1 566 2071

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Gouverneur du Département de Caldas :

Sr. Luis Alfonso Arias Aristizábal
Gobernador del Departamento de Caldas
Gobernación de Caldas
Carrera 21, Calle 22 y 23
Manizales, Caldas
Colombie

Télégrammes : Gobernador de Caldas, Manizales, Colombie

Tel : + 57 875 6183

Formule d'appel : *Sr. Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

Ministre de l'Intérieur :

Dr. Armando Estrada Villa
Ministro del Interior
Ministerio del Interior, Palacio Echeverry
Carrera 8a, No. 8-09, Piso 2o.
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Ministro Interior, Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 562 5298 / 562 9890

Formule d'appel : *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Association de parents de prisonniers « disparus » :

Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos (ASFADDES)

AA 011446, Santafé de Bogotá

Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 11 JANVIER 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents. Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org